

Mort de Baghdadi : l'appel à la vigilance de Castaner est accablant !



Le joueur de poker Christophe Castaner, qui nous tient lieu de ministre de l'Intérieur, appelle à la vigilance après la mort de Baghdadi.

<https://fr.sputniknews.com/international/201910271042330739-apres-la-mort-dal-baghdadi-castaner-appelle-a-la-vigilance/>

Dans sa note interne aux forces de l'ordre, dont on se demande comment une note interne peut cesser d'être interne dans les heures qui suivent et être reprise par tous les journaux du matin, Christophe Castaner a prévenu :

« Dans les heures à venir, la possible intensification de la propagande djihadiste consécutive à ce décès, appelant éventuellement à des actes de vengeance, doit vous conduire à la plus extrême vigilance, notamment à l'occasion des événements publics ».

Il a également appelé policiers et gendarmes à respecter «

les consignes de vigilance qu'il convient d'observer pour leur propre protection, dans l'exercice de leurs missions mais également en dehors du service ».

Car en effet certaines personnes incontrôlables et incontrôlées pourraient avoir envie de se venger de cette mort...

Cet appel à la vigilance est effarant. En fait, il est d'abord un incroyable aveu de faiblesse : non, l'État ne peut plus garantir aux citoyens la sécurité à laquelle ils ont droit.

Dès l'antiquité, Platon et Aristote insistaient sur la nécessité de garantir aux citoyens leur sécurité aux frontières et dans la cité. Ce droit est la source de la légitimité de l'État comme l'explique très bien Hobbes dans le Léviathan (en 1651) : la mainmise de l'État sur la sécurité est la base du pacte qui lie l'État et le citoyen, elle crée l'état de droit. Le citoyen renonce à l'autodéfense, en contrepartie l'État lui garantit la sécurité. Sans ce pacte, par lequel le citoyen renonce à toute violence si l'État assume sa mission de sécurité, l'homme retournerait à l'état de nature, cette jungle d'insécurité maximale qu'est la guerre de tous contre tous.

Le droit à la sécurité est un droit fondamental, avec la liberté, la propriété, la résistance à l'oppression, et figure dans l'article 2 de la déclaration des droits de l'homme de 1789. Ce droit est repris et confirmé dans nombre de textes postérieurs. Et pourtant... force est de constater qu'il n'est plus garanti à notre époque.

Cette disparition du droit à la sécurité est une des conséquences de l'islamisation consentie et galopante de notre pays. L'État n'ose pas contrarier les envahisseurs en les empêchant tout d'abord de venir. Puis en n'exigeant pas, quand ils sont là, un comportement irréprochable sous peine

d'être renvoyés. Ces gens ne respectent pas nos lois, ils remplissent aux trois quarts nos prisons, leurs textes sont violents notamment quand ils disent que tout ce qui est chez les infidèles est à eux et qu'ils peuvent voler, tuer et violer autant qu'ils veulent. Mais l'État refuse de le reconnaître et d'en tirer les conséquences.

Pire, l'État se soumet à la religion des droits de l'homme, qui par une inversion étonnante de valeurs, donne tous les droits aux nouveaux venus et confisque aux autochtones leurs propres droits. Pourtant Lamartine a écrit : *» Quand il y a contradiction entre des principes et la survie de la société, c'est que ces principes sont faux car la société est la vérité suprême ».*



Nous savions déjà que notre sécurité n'était plus assurée, mais depuis l'attentat du radicalisé converti Harpon à la préfecture de police, le cœur de la police, le sanctuaire, les derniers doutes que nous aurions pu avoir, par naïveté, par « béniouiouisme », avaient été levés.

Depuis les premiers attentats, qu'ont fait les successifs ministres de l'Intérieur pour notre sécurité ? Rien.

Ils ont continué à faire rentrer en France tous les

indésirables. Ils ont continué à brader la nationalité française. Ils ont continué à accueillir, soigner, héberger gratuitement les clandestins, à leur donner nos emplois, avec un grand appel d'air. Ils ont continué à tolérer sur notre sol toutes les pratiques islamistes. Ils ont continué à prétendre qu'il n'y avait pas d'identité ni de culture françaises et que la France pouvait impunément être transformée en moulin à vent.

Qu'a fait Christophe Castaner depuis sa nomination au poste de ministre de l'Intérieur ? Rien. Un joueur de poker reste toujours un joueur de poker. Notre sort est soumis au hasard, comme au poker.



(ceci est un montage. Mais ressemblant, n'est-ce-pas ?)

À qui la faute si la sécurité n'existe plus ?

Apparemment l'adage « nul n'est censé invoquer ses propres turpitudes » qui est un adage très circonscrit en droit civil des contrats, et qui est utilisé à toutes les sauces en ce moment, est inconnu de Castaner. Car l'insécurité que nous connaissons actuellement est le produit des turpitudes de l'État. Du padamalgam. Du refus de sécuriser nos frontières. Du refus de reconnaître qu'islam et islamisme, c'est la même chose.

On peut, avec cet appel, se demander si, du coup, la police est sommée d'être vigilante en dehors de ce cas précis d'élimination d'un chef terroriste ? Qu'est-ce alors que la vigilance ? La mission de la police serait-elle de moindre portée en dehors des risques d'attentat ? En clair, la police n'est donc pas sommée d'être vigilante, en tous temps en tous lieux ?...

Il y aurait des formes de moindre vigilance ? La police serait autorisée à baisser la garde de temps en temps ?... Une vigilance à géométrie variable en quelque sorte. On croit rêver.

Cet appel montre en tous cas – et ce n'était certainement pas le but poursuivi par Castaner – que le risque est maximum en France en ce moment. Nous sommes sans défense et livrés à nous-mêmes. Cela donne raison à ceux d'entre nous qui s'arment. Car le jour venu, ils ne pourront compter que sur eux-mêmes.

Encore une hypocrisie à dénoncer : les citoyens sont incités à ne pas s'armer. Les armes, quand ils en ont, sont très réglementées. On désarme même des patriotes, pour de pseudo-délits d'opinion. En parallèle, les racailles ont toutes des couteaux, et pas des moindres, en permanence sur elles. Les cités de tous les trafics regorgent d'armes plus ou moins lourdes.

Et, dit-on, quand les armes sont hors la loi, il n'y a que les hors-la-loi qui ont des armes...



La légitime défense n'est plus admise au profit des Souchiens contre les « chances pour la France », qui poignent à tour de bras, tous les jours, mais chuuut. Par contre les Antifas, les racailles, bénéficient d'une indulgence alarmante. (Oui je sais, ce dernier volet est du ressort du ministre de la Justice mais tous ces ministres se tiennent par la barbichette...).

En fait, grâce au sieur Castaner et à ses semblables, qui ont renoncé à notre sécurité, nous sommes pratiquement de retour à l'état de nature. C'est chacun pour soi et Dieu pour tous. C'est la guerre de tous contre tous. C'est la jungle.

L'appel de Castaner à la vigilance est bel et bien un aveu consternant d'impuissance, de mauvaise foi, et d'incompétence. Et de culpabilité dans ce qui nous arrive.

Sophie Durand